

- [Accueil](#)
- [Bouches du Rhône](#)
- [Economie](#)
- [\[#Fralib\] La Métropole fragilise l'assiette de la #ScopTI](#)  
Jeudi 23 février 2017 - 09h58  
MAJ: jeudi 23 février 2017 09:02

# [\[#Fralib\] La Métropole fragilise l'assiette de la #ScopTI](#)

- Écrit par [Myriam Guillaume](#)
- mercredi 22 février 2017 07:59
- [Imprimer](#)



MPM sous la présidence du PS Eugène Caselli avait racheté les terrains pour les mettre à disposition de la Scop, aujourd'hui la Métropole sous présidence LR met le parking et le bâtiment administratif à la vente. Photo Archives R.T. L'utilisation de l'article, la reproduction, la diffusion est interdite - TERZIAN ROBERT - (c) Copyright Journal La Marseillaise

La Métropole met à la vente le parking et le bâtiment administratif de [l'ex-usine Fralib](#). Au risque de couper l'herbe sous le pied de la reprise d'activité des fabricants de thé.

Plus personne n'ignore l'histoire des ex-salariés de Fralib, qui produisaient la marque des infusions Éléphant, désormais Scop TI, tant leur combat contre le géant Unilever est devenu emblématique de la lutte des ouvriers contre le rouleau compresseur multinationale. Pour augmenter ses bénéfices et dividendes, le groupe aux capitaux colossaux avait décidé de délocaliser en Pologne l'activité de cette usine rentable en Provence depuis des décennies. Par tous les moyens, ils se sont battus pour défendre leurs emplois. Et sous la forme d'une Scop, ces 42 salariés ont développé la marque 1336, aujourd'hui en plein essor.

Malheureusement, un récent bémol vient d'être posé par la Métropole sur ce bel élan (l'effectif de Scop TI doit passer à 46). Non seulement la collectivité applique une augmentation progressive du loyer, mais elle a en plus décidé de la mise en vente d'une partie du terrain et du bâti. Pourtant, en 2012, en dépit d'une opposition farouche de la droite qui dénonçait par la voix de Laure-Agnès Caradec « une utilisation partisane de l'argent public », le président PS de MPM Eugène Caselli avait volé au secours des salariés en pleine bataille pour la reprise, et procédé au rachat de l'usine et de ses terrains pour 5,3 millions d'euros conformément à l'estimation des Domaines. Un bail est conclu entre la Scop et la collectivité, qui prévoit un loyer progressif en fonction de la montée en puissance du volume d'activité.

### Main tendue à gauche, retirée à droite

Une bataille politique plus tard, la Métropole aux mains de Jean-Claude Gaudin hérite du dossier. « Il était convenu dès le départ d'augmenter le loyer, le premier semestre était à 30 000 euros, le suivant est passé à 70 000, le troisième à 100 000. Aujourd'hui, on est à 150 000 », précise la direction de la communication, estimant le montant « raisonnable, d'autant qu'ils sont restés longtemps à titre gracieux sur le site ». Or, entre le moment où l'accord de fin de conflit avec Unilever a lieu et aujourd'hui, le terrain est reclassé en zone inondable, donc inconstructible. « Sa valeur n'est plus celle des Domaines sur laquelle le plan d'affaire a été calculé », explique Olivier Leberquier, craignant qu'en juillet le passage à un loyer plein pot coupe le sifflet au développement des infusions.

Par ailleurs, les salariés de l'usine rappellent : « Le démarrage de l'activité a pris plus d'un an de retard, en raison de la lenteur administrative pour obtenir les autorisations d'exploitation et le bail commercial. Tout est décalé. Mais ils n'en tiennent pas compte, estimant qu'on fait des bénéfices conformément au plan d'affaire. La réalité est en deçà. »

Enfin, le parking et le bâtiment administratif sont prévus à la vente. Les Domaines doivent encore réévaluer le foncier et la Métropole est en attente d'une publication au Journal officiel pour finaliser cette mise en vente, « qui permettra d'amortir l'achat de l'ensemble. Et il était annoncé que la Scop était candidate au rachat ». Mais gagner ce pari de la réindustrialisation ne peut se faire d'un coup de baguette magique, expression chère à Jean-Claude Gaudin, que les salariés ne possèdent pas plus que le président.

Il serait en effet tout à fait déplorable pour l'emploi dans la région que la main tendue par MPM soit ainsi retirée par la Métropole, au moment même où la bataille menée pour pérenniser la coopérative prend son envol. Une souscription pour conforter le devenir de Scop TI est d'ailleurs lancée.

**Myriam Guillaume**